

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GUSTAVE MULLER
Route du Rhin
68600 VOLGELSHEIM

Références : 4343/AD/AG
Code AIOT : 0006704343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement Gustave Muller, implanté 33 rue de Bayonne 67100 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi de mise en demeure du 29 janvier 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Gustave Muller
- 33 rue de Bayonne 67100 Strasbourg
- Code AIOT : 0006704343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 08 juillet 2008, la société Gustave Muller est autorisée à exploiter un silo de céréales situé au port du Rhin à Strasbourg.

Ses activités relèvent :

- du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2a : silos (capacité de stockage de 58 620 m³) ;
- du régime déclaratif au titre des rubriques :
 - 2260-2 : Broyage, concassage, criblage (...) des substances végétales et tous produits organiques naturels (262 kW) ;
 - 2910-A2 : installations de combustion (puissance thermique de 26 MW).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer, à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Évènements précurseurs d'explosions	AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1 ^{er}	Sans objet
2	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1 ^{er}	Sans objet
3	Température & humidité	Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.11	Sans objet
4	Valeurs limites des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 8.4	Sans objet
5	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 29 janvier 2024, qui cesse donc de produire ses effets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évènements précurseurs d'explosions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1 ^{er}
Thèmes : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : La société Gustave MULLER est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 33 rue de Bayonne à Strasbourg de respecter, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2004 repris ci-après : « Arrêté ministériel du 29 mars 2004 : – Article 5 : (...) <u>Tout évènement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</u> <u>L'exploitant réalise, annuellement, une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</u> ».
Constats : Un registre a été mis en place permettant l'enregistrement : – des visites de contrôles réglementaires ; – des visites d'entretiens préventifs ; – des incidents notables (incendie, explosion, rejets matières dangereuses ou polluantes, nuisance environnementale) ; et de leurs actions correctives. Concernant les évènements susceptibles de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie (incident notables), une procédure intitulée "Saisie dans le registre des incidents-accidents ICPE" est incluse dans ce registre. Elle stipule que tout événement précurseur d'explosion ou d'incendie doit y être consigné, ainsi que les actions correctives mises en place pour éviter toute répétition de ce type d'incident. L'inspection a pu constater que ce registre est bien disponible sur site et qu'il est complété. Un enregistrement a eu lieu le 09/07/24 dans le cadre de la visite générale périodique (VGP) des chariots, réalisée par une société prestataire. Une fiche de contrôle réglementaire associée à cette visite a été complétée. Il ressort de ce document qu'aucune non-conformité pouvant conduire à un incident notable n'a été relevée. Par ailleurs, aucun événement précurseur d'incendie ou d'explosion n'est enregistré dans le registre pour le moment. L'exploitant a indiqué qu'il est prévu annuellement, que ce registre fasse l'objet d'une analyse des causes possibles des incidents notables enregistrés, par le responsable en charge du "Document Unique". La mise en demeure est levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1 ^{er}
Thèmes : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : La société Gustave MULLER est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 33 rue de Bayonne à Strasbourg de respecter, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2004 repris ci-après : « Arrêté ministériel du 29 mars 2004 : – Article 9 :

<p><i>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.(...)</i></p> <p><u><i>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</i></u></p> <p><i>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un <u>rapport annuel</u>. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.(...)</i> <p><i>Un <u>suivi formalisé</u> de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. (...) ».</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué les rapports de vérification, réalisés par une société prestataire, suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Rapport de "PRÉVENTION DU RISQUE DE COURANTS VAGABONDS DANS LES ICPE" du 24/01/24. Ce rapport ne fait état d'aucun danger détecté ; – Rapport de "Vérification de la valeur de la prise de terre et des liaisons équipotentielle dans les ICPE" du 24/01/24. Ce rapport ne fait état d'aucun danger détecté ; – Rapport de "Prévention contre les charges électrostatiques" du 24/01/24. Ce rapport ne fait état d'aucun danger détecté ; – Rapport "ICPE SILO — INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES" du 24/01/24. Ce rapport ne fait état d'aucune non-conformité constatée. <p>Par ailleurs, l'Inspection a constaté que les non-conformités issues des contrôles réglementaires sont recensées par le Responsable Technique dans un logiciel permettant leur suivi et indiquant leur retour à la conformité.</p> <p>Le dernier rapport Q18 (vérification des installations électriques) de 2024 a été présenté et fait état de plusieurs non-conformités qui ont toutes été levées.</p> <p>La mise en demeure est levée sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 3 : Température & humidité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.11</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p><u>OBSERVATIONS faites lors de l'inspection du 21 décembre 2023 :</u></p> <p>« La procédure intitulée « conduite à tenir en cas d'auto-échauffement du grain » (version 04/2014 - réf. 5G310A) n'est pas adaptée aux installations et n'est appliquée que partiellement par le personnel du site. Il est attendu que l'exploitant fasse parvenir, à l'inspection, une procédure adaptée aux installations et à leur mode de fonctionnement. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué son « Plan d'Intervention d'Urgence » (PIU) mis à jour en décembre 2023. Ce dernier inclut la fiche F9 – Auto-échauffement du grain. Cette nouvelle procédure est adaptée aux installations et elle renvoie à la fiche F1 – Incendie de grains en cellule.</p> <p>Ce PIU a été présenté à l'Inspection sur site : il est facilement accessible et consultable par l'ensemble du personnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 4 : Valeurs limites des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 8.4
Thèmes : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : Article 8.4 — AIR - Valeurs limites de rejet Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution : <ul style="list-style-type: none">– Nature de l'installation : Filtre du séchoir– Paramètres / Concentration en mg/Nm³ : Poussières / 20 CO / 50 NOx / 100
OBSERVATIONS faites lors de l'inspection du 21 décembre 2023 : « Les <u>VLE indiquées sur les rapports d'analyses</u> établis par le prestataire désigné par l'exploitant, <u>ne sont pas conformes aux prescriptions</u> de l'article 8.4 de l' <u>arrêté préfectoral</u> du 08/07/2008 : <ul style="list-style-type: none">- 30 mg/Nm³ pour les poussières au lieu des 20 mg/Nm³ autorisés ;- 100 mg/Nm³ ou 86 ppm pour les CO au lieu des 50 mg/Nm³ autorisés (soit 40 ppm) ;- 225 mg/Nm³ ou 110 ppm pour les NOx au lieu des 100 mg/Nm³ autorisés (soit 48 ppm). De plus, la référence réglementaire citée (arrêté du 30/07/2003) est abrogée depuis le 01/01/2016. »
Constats : L'exploitant a communiqué deux rapports d'analyses relatifs à la « surveillance des rejets d'effluents gazeux » (réalisée en octobre 2023) et à l'« Analyse de la pollution atmosphérique (poussières) » (réalisée en octobre 2022). Les V.L.E. indiquée dans ses rapports ont été rectifiées et sont à présent conformes à l'AP du 08/07/2008.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.10
Thèmes : Risques accidentels, Entretien des installations
Prescription contrôlée : <u>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux</u> occupés par du personnel <u>sont débarrassés régulièrement des poussières</u> recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. (...)
Constats : L'inspection a procédé à un contrôle visuel par sondage, du niveau d'empoussièrement : <ul style="list-style-type: none">– des 7 niveaux de la tour de manutention ;– du transporteur du 6^e étage (TB1) qui était en fonctionnement ;– des transporteurs des 2 galeries de reprise. Tous les marquages au sol (croix) sont bien visibles et aucun nuage de poussière n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suites